

**DEMANDE D'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIERES CIVILE ET ADMINISTRATIVE**

**1. REQUERANT-E**

Nom : .....

Prénom : .....

Date de naissance : .....

Etat civil (si marié-e, date du mariage) : .....

Adresse : .....

N° de téléphone : .....

Profession : ..... Employeur : .....

Bénéficiaire d'une mesure de curatelle :  OUI  NON

Si oui : nom, prénom et adresse du/de la curateur-trice :

.....

Prénoms et dates de naissance des enfants vivant en ménage commun :

.....

.....

Bénéficiez-vous d'une assurance protection juridique ?  OUI  NON

Si oui, auprès de qui ? .....

Cette assurance couvre-t-elle le litige ?  OUI  NON

---

**2. RENSEIGNEMENTS SUR LA SITUATION FINANCIERE DU/DE LA  
REQUERANT-E**

(joindre les justificatifs des paiements ou une explication quant à l'absence de justificatifs,  
à défaut de quoi les montants ne seront pas pris en considération et la demande pourra  
être refusée)

a) REVENUS MENSUELS

Revenu mensuel net, y compris 13ème salaire et gratifications (en cas de revenus  
variables, revenu moyen des 6 derniers mois) : .....

Rentes AVS/AI, indemnité de chômage, prestations de l'aide sociale : .....

Allocations familiales si pas comprises dans le salaire mensuel net : .....

Contributions d'entretien / Pensions alimentaires reçues : .....

Divers (bourse, revenus de fortune, produits locatifs, etc.) :

.....

.....

b) DEPENSES MENSUELLES

Loyer, charges comprises : .....

Intérêts hypothécaires, frais accessoires compris : .....

Assurance RC / Ménage : .....

Assurances maladie obligatoire : .....

- Bénéficiaire de subsides :  OUI  NON

- Si oui : montant des subsides : .....

Assurances vie : .....

Téléphone : .....

Leasing : ..... Date d'échéance du leasing : .....

Frais de transport (abonnements bus, train, etc.) : .....

Frais médicaux non remboursés : .....

Contributions d'entretien / Pensions alimentaires dues : .....

Impôts (montant annuel divisé par 12) : .....

Autres : .....

c) FORTUNE (indiquer la nature et la valeur)

Immobilière : .....

Mobilière (y compris véhicule, hors mobilier du ménage) : .....

Economies : .....

d) DETTES

Nature de la dette et créancier	/	solde dû	/	mensualités payées
.....	/	.....	/	.....
.....	/	.....	/	.....
.....	/	.....	/	.....

e) CONJOINT-E, PARTENAIRE ENREGISTRE-E OU CONCUBIN-E FAISANT MENAGE COMMUN

Nom et prénom : .....

Profession : ..... Employeur : .....

Revenus mensuels nets: .....

Fortune : .....

f) AUTRES PERSONNES VIVANT DANS LE MENAGE

Nom et prénom : .....

Profession : ..... Employeur : .....

Revenus mensuels nets : .....

Fortune : .....

### 3. CONTRIBUTION AUX FRAIS DU PROCES

Le/La requérant-e accepte de rembourser les frais de procès/de médiation qui seront avancés par l'Etat à raison de versements mensuels de ..... fr. (minimum 50 fr.).

---

### 4. ETENDUE DE L'ASSISTANCE SOLLICITEE

a) Exonération :

- de la totalité des avances et sûretés
- d'une partie (préciser laquelle) des avances et sûretés
- des frais judiciaires
- des frais de la médiation (art. 39c CDPJ)

b) Assistance d'office d'un-e mandataire :

- avocat
- agent d'affaires breveté

c) Médiation :

- médiateur agréé (art. 40 CDPJ)

Tarif horaire :

- 180.-/heure pour un avocat
  - 110.-/heure pour un avocat-stagiaire
  - 140.-/heure pour un agent d'affaires breveté
  - 90.-/heures pour un stagiaire d'agent d'affaires breveté
  - 180.-/séance de médiation avec les parties
  - 180.-/entretien séparé avec les parties à la médiation
  - 80.- pour les autres opérations faites par un-e médiateur-trice agréé-e
- 

### 5. RENSEIGNEMENTS SUR LE PROCES

Le/La requérant-e est :  demandeur-resse  défendeur-dresse

Nom du/de la mandataire (avocat, agent d'affaires breveté, médiateur):

.....

Partie adverse (nom et prénom ou raison sociale, adresse) :

.....

.....

Nature du procès :

.....

.....

Indiquer si des délais arrivent prochainement à échéance :

.....

.....

Résumé des faits de la cause :

.....

.....

.....

---

## 6. PIECES A JOINDRE

- dernière déclaration d'impôts ;
- 6 dernières fiches de salaire ;
- pour les personnes indépendantes, derniers bilan et compte de pertes et profits ;
- relevés de tous les comptes bancaires et/ou postaux des 6 derniers mois ;
- tous documents permettant de vérifier les montants indiqués sous chiffre 2 ci-dessus

**Tout document permettant d'établir la situation financière de la partie requérante doit être joint. Tant l'existence (par exemple à l'aide de contrats, factures, attestations) que le paiement régulier (quittances, relevés bancaires) des dépenses indiquées (loyers, primes d'assurance, impôts, remboursement de crédit, etc.) doivent être établis. A défaut, une explication sur l'absence de justificatifs doit être donnée. Le solde de tous les comptes bancaires ou postaux doit être attesté.**

---

## 7. EVENTUELLES SANCTIONS

Le soussigné déclare avoir donné des renseignements véridiques et complets. Il/elle est rendu-e attentif-ve au fait qu'une fausse déclaration entraînera le retrait, le cas échéant avec effet rétroactif, de l'assistance judiciaire (art. 120 CPC), la perception de frais judiciaires (art. 119 al. 6 CPC), ainsi qu'une amende disciplinaire (art. 128 al. 1 CPC).

**Le/la soussigné-e s'engage à communiquer sans délai tout changement de sa situation financière.**

---

Date : .....

Signature : .....